

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix huit le 6 novembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 31 octobre 2018, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme MARECHAL, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. SABOURAUD, Mme BAYLE, M. MONMARCHON, M. INOCENCIO, Mme QUERAL, M. CAVALEIRO, M. CASTETS, M. BODIN, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. GABARD à M. CARREAU, Mme LANDAIS à Mme QUERAL, Mme BERTHIOT à Mme DUBOURG, Mme LUCKHAUS à M. BALDES

Etaient excusés:

M. VERDIER, M. GEDON, Mme HOLGADO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. ELIAS est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 20

Conseillers votants : 24

Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 5

14 – CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC CONSTITUTIVE DE DROITS RÉELS - CASERNEMENTS - SOCIÉTÉ TROPIDELLA- AVENANT N°1

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Dans le cadre de la poursuite de son projet de « réouverture des volets » dans la Citadelle, la ville de Blaye a lancé un appel à projets en septembre 2017, afin de communiquer sur les locaux encore disponibles.

Conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques, une procédure de sélection préalable présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence, et comportant des mesures de publicité permettant aux candidats potentiels de se manifester, a ainsi été mise en place.

Dans ce cadre, après analyse des dossiers, la Commune a notamment choisi de retenir le projet proposé par la SAS dénommée TROPIDELLA pour la mise en place d'une activité de bar à jus de fruits et légumes frais, restauration rapide et animations, prévoyant l'occupation :

- de deux casernements dans un premier temps, situés aux 7 et 9 rue du Couvent des Minimes,
- d'un troisième casernement, le n°11 rue du couvent des Minimes, à plus long terme et en fonction des capacités financières de l'entreprise.

Ainsi, une première convention de mise à disposition du domaine public constitutive de droits réels a été signée le 16 août 2018 pour les casernements n°7 et 9 rue du Couvent des Minimes.

Par la suite, Mme BAGOT, présidente de la société TROPIDELLA, s'est rapprochée de la commune afin de l'informer qu'elle souhaitait étendre dès maintenant son activité en occupant le casernement n°11 rue du Couvent des Minimes. Celui-ci lui permettra notamment de mettre en place une terrasse couverte.

Compte tenu de ces circonstances, il est nécessaire d'apporter les modifications suivantes à la convention initiale :

- Changement du statut de la société : SAS et non plus SARL ;
- Modification de la désignation des lieux occupés : trois casernements mitoyens d'une superficie totale de 124,34 m² ;
- Augmentation de la part fixe de la redevance : 1 500 € par an, limitée à 750 € pour la première année ;
- Mise à jour des travaux immobiliers réalisés par le bénéficiaire pour l'exercice de son activité ;
- Evolution du budget prévisionnel des travaux ainsi que des modalités de son financement ;
- Compléments apportés à l'état des lieux ;
- Accord d'un droit de passage à la Commune pour l'accès au jardin intérieur (notamment pour son entretien).

Il est proposé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n°1 ainsi que toute pièce afférente à l'opération.

La commission n°3 (Politique De La Ville - Urbanisme Et Patrimoine) s'est réunie le 19 octobre 2018 et a émis un avis favorable.

La commission n°7 (Politique Economique - Commerce/artisanat - Tourisme - Emploi - Unesco - Services Publics - Transports - Foires/marchés) s'est réunie le 19 octobre 2018 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 12/11/18
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20181106-56398A-DE-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

